

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM-2021-043 - Séance du 19/05/2021**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 19 mai à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 13 mai 2021.

**Présent(s) :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Marie-Thérèse AMALVY, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Martin FAURE.

**Absent(s) représenté(s) :**

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA Josiane DEVESA pouvoir à Olivier TAPIE Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN Bernard VIDAL pouvoir à Valérie DALMAS Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Ludovic DUCAMP François-Xavier CHAZOTTES pouvoir à Martin FAURE Olivier DURIX pouvoir à Damien CORDEAU Xavier POTAVIN pouvoir à Claire VITOU Emilie CHENOT pouvoir à Christophe DOLL Nadine GUILLON pouvoir à Sandrine GAUTIER.

**Absent(s) :**

**Secrétaire de séance :** Damien CORDEAU.

## **N° DLM-2021-043 - INDEMNITÉS FORFAITAIRES COMPLÉMENTAIRES POUR ÉLECTIONS**

Monsieur FAURE Conseiller municipal, rapporteur, expose :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

**Vu** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

**Vu** le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

**Vu** le décret 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

**Vu** l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'I.F.T.S.,

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 1962, relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection,

**Vu** la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 (DGCL-FPT3/2002/N.377),

**Vu** l'avis favorable du comité technique,

Considérant qu'à l'occasion des consultations électorales certains agents territoriaux sont amenés à effectuer des travaux supplémentaires liés à l'organisation du scrutin et à la tenue des bureaux de vote, il convient d'en fixer la rétribution.

Considérant qu'il existe trois possibilités

- La récupération des heures consacrées à ces travaux supplémentaires

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

- Le versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.)
- Le versement d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (I.F.C.E.) pour les agents exclus du bénéfice des I.H.T.S.

Considérant que les bénéficiaires des I.F.C.E. sont :

- Les fonctionnaires titulaires, stagiaires et non titulaires relevant ou exerçant des fonctions du niveau de la catégorie B, dont l'indice brut est supérieur à 380 et qui ne bénéficient pas de l'I.H.T.S.
- Les fonctionnaires titulaires, stagiaires ou non titulaires relevant ou exerçant des fonctions du niveau de la catégorie

Considérant les modalités de calcul de ces indemnités, à savoir :

- Dans la limite d'un crédit global qui est obtenu en multipliant le montant maximal de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires par le nombre de bénéficiaires. Le montant de référence sera celui de l'I.F.T.S. de 2ème catégorie assortie d'un coefficient 8.
- Et dans la limite d'un montant individuel ne pouvant excéder le quart du montant de l'indemnité forfaitaire annuelle.
- Cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP

**Vu** le décret 91-875 qui permet au maire de fixer les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'I.F.C.E.,

**Considérant** que le paiement de cette indemnité est effectué après chaque tour de consultations électorales,

Il est proposé au conseil municipal d'adopter la mise en place de l'I.F.C.E. assortie d'un coefficient de 8 pour chaque tour de consultations électorales et d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget.

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Entendu les explications de son rapporteur,

Après en avoir délibéré,

**ADOpte** à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait certifié conforme au registre,

*Le mercredi 19 mai,*

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*